

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC COUNCIL

NATO UNCLASSIFIED  
and  
PUBLIC DISCLOSED

ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH  
11th December, 1956

EXEMPLAIRE

N° 135

COPY

W 287 30-2-67

~~NATO SECRET~~  
~~VERBATIM RECORD~~  
O-VR(56)70

VERBATIM RECORD

of the

SEVENTIETH MEETING OF THE COUNCIL

held on

TUESDAY, 11TH DECEMBER, 1956 AT 3.30 p.m.

at the

PALAIS DE CHAILLOT, PARIS XVIe

COMPTE RENDU

de la

SOIXANTE DIXIEME SEANCE DU CONSEIL

tenue le

MARDI 11 DECEMBRE 1956 A 15.30 heures

au

PALAIS DE CHAILLOT, PARIS XVIe

Palais de Chaillot,  
Paris, XVIe.

-2-

**NATO CONFIDENTIAL**NATO CONFIDENTIAL  
C-VR(56)70Mr. MARTINO

If there are not any other Ministers who wish to make a general statement, may I raise three points. Firstly, I am sure we are all agreed that none of us should disclose to the press anything that should be said during this restricted meeting of the Council. Secondly, I understand that it is the general wish that our session should, in principle, be limited to about two hours. This will enable us to have more time for private talks among ourselves. Thirdly, I would like to ask the views of my colleagues with regard to the drafting of the communiqué. I think it would be well if Ministers would decide how they would like a draft communiqué prepared for their consideration at the end of the Ministerial Meeting. We could establish a working group representing all nations with the Assistant Secretary General for Political Affairs in the chair, or alternatively, as has been done at the last two meetings, we would ask three or four Ministers to constitute themselves in a drafting group in order to prepare a communiqué for consideration by the Council. To present views, other delegations would, of course, sit on the drafting group. I believe that this second matter is more likely to achieve an effective draft which will have an impact on our public opinion. May I ask if Ministers share that view. In this case I might ask which Ministers would be prepared to sacrifice themselves and serve on this group. Perhaps I should propose some names - M. Spaak?

M. SPAAK

M. le Président, je suis prêt à me sacrifier comme vous le dites, mais jeudi soir et vendredi soir j'ai ici des réunions pour la Relance Européenne, je ne suis donc pas disponible, je ne sais pas si on le ferait à d'autres heures... Jeudi soir et vendredi soir je ne suis pas libre.

M. MARTINO

M. Pearson ?

M. LESTER PEARSON

I will probably be observing M. Spaak Thursday evening and Friday evening at the meetings of the Western European Union, Mr. President.

M. MARTINO

Then I believe, the Secretary General will find out which ministers are ready to sacrifice themselves for this purpose. Then I will ask if any other ministers want to make general statements, M. Spaak ?

-2-

**NATO CONFIDENTIAL**

M. SPAAK

Monsieur le Président, Messieurs, Je voudrais présenter quelques observations dans ce débat général et je voudrais suivre pour ces observations l'ordre qui a été suivi par M. Lange dans l'excellente intervention qu'il a faite ce matin.

Je voudrais d'abord dire quelques mots en ce qui concerne la politique de l'URSS, et je crois que se précise petit à petit une hypothèse qui avait déjà été émise ici-même, c'est qu'en réalité la déstalinisation n'a rien changé à la politique fondamentale de l'URSS. En effet, il apparaît de plus en plus que si les dirigeants russes soviétiques ont émis des critiques souvent violentes contre l'œuvre de Staline, ils n'ont élevé aucune critique contre la politique extérieure des Soviets durant toutes ces dernières années, sauf peut-être en ce qui concerne la Yougoslavie, et encore si nous nous en rapportons aux derniers événements, il semble que la réconciliation entre Moscou et Belgrade a été plus apparente que réelle. Pour le reste, la politique étrangère des Soviets me paraît être aujourd'hui ce qu'elle a été depuis des années et des années, c'est-à-dire que les Soviets essaient visiblement de rendre plus difficile la solution de tous les problèmes qui se posent aux pays occidentaux et on les trouve successivement dans tous les coins du monde, chaque fois qu'il y a une difficulté qui se présente.

Je pense, cependant, que les Soviets se rendant compte des dangers d'une troisième guerre mondiale, et des risques que courrait leur système, même en cas d'une victoire tout à fait improbable, ne risqueront pas de pousser les choses assez loin pour que le conflit éclate, à moins bien entendu que ne se produise un accident que l'on peut toujours envisager. Et ainsi que quelqu'un l'a fait remarquer ce matin, ou même plusieurs des orateurs de ce matin, le point le plus dangereux serait évidemment des incidents qui pourraient se produire dans l'Allemagne de l'Est.

L'attitude des Soviets, au cours de la dernière crise dans le Proche-Orient, a été de nouveau à mes yeux extrêmement symptomatique. Il est clair que les Soviets n'ont rien fait pour aider à une solution raisonnable de la crise, qu'ils ont opposé leur veto au Conseil de Sécurité contre des propositions qui étaient cependant extrêmement raisonnables et qui auraient d'ailleurs encore pu être améliorées s'ils avaient montré la moindre bonne volonté, et que l'attitude qu'ils ont prise devant l'Assemblée des Nations Unies en votant par exemple, tout au moins en s'abstenant dans la question de l'armée internationale, alors que cependant l'Egypte avait accepté le principe, en s'opposant durant ces dernières semaines au commencement du déblaiement du canal. Tout cela me paraît établir une nouvelle fois que les Soviets, bien loin de collaborer à la coexistence pacifique et à la recherche d'une solution acceptable des difficultés, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour rendre ces solutions plus difficiles, pour envenimer les situations jusque, je le crois, au moment où sentant que sur un point du monde ou sur un autre ils ont lassé la patience et la bonne volonté des Occidentaux, ils ne risqueront pas de recourir aux décisions les plus graves, ils reculeront devant la possibilité d'une troisième guerre mondiale, quitte, bien entendu, à reprendre quelques semaines plus tard leur action néfaste sur un autre point du monde où des difficultés ont surgi.

M. SPAAK (suite)

C'est ce que je pense de la politique extérieure des Soviets. Mais si la déstalinisation n'a rien amené comme changement dans la politique extérieure, la question se pose toujours de savoir pourquoi les Soviets ont procédé d'une manière aussi spectaculaire à la déstalinisation et pourquoi notamment les chefs du parti communiste ont risqué les conséquences prévisibles de leurs discours au 20ème Congrès.

Je ne sais pas quelle est l'opinion exacte et précise de mes collègues ici présents sur ce point, pour moi, dans une certaine mesure, ceci reste encore un mystère ; car il est certain que des hommes comme Khrouchtchev ont pris des risques considérables en procédant à une déstalinisation qui n'était plus une déstalinisation modérée mais qui devenait une déstalinisation extrêmement spectaculaire qui a créé naturellement dans les partis communistes du monde entier une inquiétude et des troubles dont nous voyons les conséquences dans tous les partis communistes de l'étranger et qui, certainement, est à la base de la révolte qui s'est opérée en Pologne, en Hongrie et des troubles qui se manifestent dans les autres pays satellites.

Il faut chercher une raison à cette action qui a été extrêmement audacieuse et extrêmement dangereuse, et je me demande personnellement si, en réalité, la déstalinisation n'est pas le résultat d'une situation intérieure qui est moins bonne que nous ne le pensons.

J'ai déjà, mais je reconnaissais que ce n'est qu'une impression, depuis longtemps, l'impression qu'il y a un très grand bluff soviétique en ce qui concerne leur puissance économique. Bien sûr je ne veux pas contester les énormes ressources dont ils disposent, et leurs possibilités, mais il y a longtemps déjà que je crois les Soviets incapables de réaliser tout ce qu'ils promettent, en gros : l'amélioration de la situation à l'intérieur de la Russie en apportant enfin à leur peuple un peu plus de bien-être, et le soutien non seulement au monde communiste dans son ensemble, la Chine et les pays satellites, mais encore une aide efficace importante au reste du monde.

Je crois qu'il y a là un bluff auquel nous ne devons pas nous laisser prendre, et à mon avis, la situation à l'intérieur de la Russie, sans vouloir accorder trop d'importance aux nouvelles qui commencent à arriver, me fait cependant croire que leurs difficultés internes sont beaucoup plus importantes qu'ils ne l'ont dit, que nous ne l'avons cru et j'en arrive petit à petit à penser que la déstalinisation doit être le résultat d'une situation intérieure que jusqu'à présent nous connaissons mal et que nous avons mal évaluée.

Ceci n'amène à dire un mot, toujours en suivant le schéma qui a été établi par M. Lange dans son intervention, de la politique des Soviets en ce qui concerne les pays sous-développés et de la façon dont nous avons à rencontrer leur propagande en Afrique et en Asie. Je répète que je crois d'une part qu'il y aura loin entre les promesses qu'ils ont faites et leur réalisation, et que nous ne devons pas nécessairement, dans l'espoir de contrecarrer leur action, aider de la même façon et n'importe comment àirai-je tous les pays sous-développés. Je crois que si nous pouvions renforcer l'Europe et renforcer l'Occident, nous aurions une politique à faire en Afrique et en Asie. Mais je crois que c'est une politique qui doit être nettement établie sur une discrimination.

M. SPAAK (suite)

A mes yeux il est faux, et je voudrais aller plus loin, l'adjectif que j'emploie n'exprime pas toute ma pensée, mais je m'en tiens à celui-là; il est faux d'aider nécessairement tous les pays d'Afrique et d'Asie quels que soient leurs sentiments vis-à-vis de l'Occident, et j'arrive difficilement à comprendre la sagesse d'une politique qui consiste à donner de l'argent, des possibilités et des armes, à des pays qui nous sont nettement hostiles, qui ne nous témoigneront absolument aucune reconnaissance de l'effort que nous ferions en leur faveur et qui, établissant un principe qu'il m'est difficile de comprendre mais qui devient de plus en plus répandu, pensent et n'hésitent pas à déclarer qu'ils ont un droit à cette aide, et que nous ne faisons qu'accomplir notre strict devoir en leur apportant des possibilités de développements nouveaux. Je pense donc que l'Occident tout entier, et l'Europe comme partie de l'Occident, devraient établir une politique d'aide aux pays sous-développés, mais devraient limiter cette aide aux pays qui lui sont le plus favorables et sur lesquels cette aide pourrait faire une impression durable. Je crois d'ailleurs qu'en limitant et en concentrant cette aide, nous pourrions arriver à des résultats plus spectaculaires, et qu'alors le monde pourrait juger de la situation de ceux qui, en Afrique ou en Asie, se dirigent par sympathie ou par intérêt vers le communisme, en comparant avec ceux qui, au contraire, restent fidèles à leur amitié occidentale.

En ce qui concerne l'OTAN, je pense que l'on peut et que l'on doit dire, puisque nous avons décidé que l'on se parlerait franchement, que ce qui s'est passé durant la crise que nous venons de vivre a été une source, pour beaucoup d'entre nous, de grandes désillusions. Nous avions décidé, il y a quelques mois, de charger trois d'entre nous d'examiner quelles étaient les conditions dans lesquelles l'OTAN devait fonctionner, comment il était possible d'avoir une meilleure coordination de notre politique, de nous informer les uns les autres d'une manière plus complète, et pendant que les trois Sages étaient au travail, une crise internationale a éclaté pendant laquelle jamais la cohésion Atlantique n'a été aussi lâche et aussi vaine, au point qu'elle a fini par placer tous les pays du Pacte Atlantique devant une crise certaine car, vous vous rendez bien compte que, pour les nations qui ne sont pas les toutes grandes nations, être amené à choisir entre les Etats-Unis d'Amérique d'un côté et la France et l'Angleterre de l'autre, c'est précisément le problème que nous voudrions toujours éviter et qui nous place dans la situation la plus difficile.

Je fais remarquer qu'au moment où la crise de Suez a éclaté, personne, absolument personne n'a pensé à réunir l'OTAN avant la Conférence de Londres, avant la première conférence de Londres, pour prendre contact et pour discuter des conséquences possibles de la crise qui éclatait et je veux faire remarquer que la séance qui a été convoquée après la première conférence de Londres n'a pas été extrêmement fructueuse, car il est clair qu'au cours de cette séance-là plusieurs pays, et même certains parmi les plus importants, ont refusé de prendre part à la discussion, et par conséquent cette réunion ne pouvait pas se terminer d'une manière fructueuse; il y a eu simplement quelques échanges de vues qui nécessairement étaient infructueux.

**NATO CONFIDENTIAL**NATO SECRET  
C-VR(56)70M. SPAAK (suite)

Je voudrais dire que je ne peux pas marquer mon accord complet avec ce que M. Pineau a dit ce matin, quand il dit que si on n'a pas averti l'OTAN, ou si on n'a pas pris la peine de le convoquer, c'est parce que les événements se plaçaient dans une aire géographique en dehors du cadre de notre Alliance.

Mais Messieurs, je croyais que depuis longtemps nous avions reconnu, non pas que nous avions commis une faute en signant le Pacte Atlantique, mais que nous avions cependant accepté une idée, une idée théoriquement juste peut-être, mais pratiquement fausse : c'est qu'il y a une alliance au Nord d'un parallèle et qu'au Sud de ce parallèle chaque membre de l'Alliance fait ce qu'il veut.

Je ne me rappelle plus exactement pourquoi, je dois le dire, en 1948, nous avons établi cette aire géographique, mais il est clair que l'évolution depuis 1948 nous avait permis de voir que cette distinction était une distinction tout à fait arbitraire, et en ce qui concerne les événements d'Egypte, il est certain que l'action des franco-britanniques, dont je ne dirai rien pour le moment, que cette action risquait de créer une suite d'événements en chaîne, dans lesquels des conséquences extrêmement graves pouvaient découler, et desquels nous ne nous serions certainement pas tirés d'affaire en disant, nous nous excusons, mais ça se passe au Sud du parallèle, et par conséquent nous n'allons pas y être impliqués.

Par conséquent, je pense vraiment, et je crois que la leçon est d'une importance capitale pour l'avenir, que si nous voulons maintenir à cette Alliance, son importance, sa force, son rayonnement, je dirai sa consistance, et même son existence, cette conception de faire au Sud du parallèle ce que l'on veut, sans s'occuper les uns des autres est une conception radicalement fausse à laquelle nous ne pouvons absolument pas rester fidèles et si nous voulons rester de bons partenaires de l'Alliance Atlantique, et permettre à celle-ci de fonctionner, ce que nous avions demandé aux Trois Sages de faire, ce qu'ils ont fait d'ailleurs, apparaît aujourd'hui comme une nécessité impérative, et qu'en dehors des conclusions auxquelles ils sont arrivés, il n'y a pas de salut pour l'Alliance Atlantique.

Mais la discussion nous force, me semble-t-il à parler aussi des Nations Unies, et les Ministres des Affaires Etrangères qui ont pris la parole ce matin ont été obligés de le faire. Je voudrais indiquer que je ne suis sur ce point, ni tout à fait d'accord avec M. Lange et M. Dulles, qui sont les représentants ici de la théorie de l'acceptation complète et absolue de la Charte, et qui ont - en termes d'ailleurs fort éloquents - plaidé l'absolue nécessité de rester complètement fidèles aux Articles de la Charte, ni, je dois le dire aussi, complètement d'accord avec M. Pineau ou avec M. Selwyn Lloyd, qui ont opposé à cette théorie idéaliste, une théorie un peu trop réaliste.

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

**NATO CONFIDENTIAL**NATO SECRET  
C-VR(56)70M. SPAAK (suite)

Cependant, je voudrais plus spécialement m'adresser à M. Lange et à M. Dulles pour leur dire qu'il me semble que nous avons l'obligation absolue de nous rendre compte très exactement de ce que les Nations Unies sont devenues. En ce qui me concerne, j'ai le sentiment très net qu'à San Francisco - et nous sommes encore quelques-uns à avoir été à San Francisco - nous avons voulu établir un système complet. Bien sûr, nous avons voulu empêcher dans la politique internationale le recours à la force et nous avons voulu supprimer l'emploi de la guerre comme un moyen de régler les problèmes internationaux. Contre cette volonté, je n'ai absolument rien à dire ; c'est, je crois, un grand progrès moral de bannir l'emploi de la force des relations internationales, et je pense que c'est une grande erreur de considérer que cela était uniquement le résultat de nos efforts à San Francisco. Ce que nous espérions aussi, et ce que nous espérions très nettement, c'est que si la guerre était bannie comme moyen de politique internationale, nous trouverions pour établir la justice internationale un autre moyen que la guerre. Nous avons voulu un système complet : abolir la guerre, mais faire régner le droit ; le droit, naturellement, comme il peut être compris et appliqué par les hommes. Il faut reconnaître que ce système était basé sur une organisation dont la clé de voûte était le Conseil de Sécurité, c'est-à-dire une espèce de Conseil diplomatique du monde, à l'abri, autant que possible, par sa composition, des passions politiques, Conseil diplomatique dont on espérait qu'il serait capable de résoudre les conflits autrement que par la guerre. Il faut bien reconnaître - et je crois que plus personne aujourd'hui ne le conteste - que le système du Conseil de Sécurité avec le droit de veto est un système qui a fait faillite et qu'en réalité le Conseil de Sécurité lui-même n'est plus capable aujourd'hui ni d'empêcher la guerre, ni surtout de faire régner le droit. Qu'est-ce qui s'est passé alors aux Nations Unies ? C'est que les gens qui ont voulu les sauver ont essayé d'une manière qui a été peut-être plus inconsciente que tout à fait consciente, ont essayé de faire passer les pouvoirs du Conseil de Sécurité à l'Assemblée des Nations Unies et dans cette crise que nous venons de vivre alors le Conseil de Sécurité n'a joué pratiquement aucun rôle, puisqu'il a été bloqué par le veto des grandes puissances ; on a vu l'Assemblée des Nations Unies se saisir du pouvoir et essayer de régler les problèmes. Je reviens de New-York et je ne cache pas que j'y ai passé quinze mauvais jours, et je ne crois pas qu'il y ait un seul Ministre d'un pays européen qui soit revenu de New-York avec un grand sentiment d'optimisme et de confiance, car l'Assemblée des Nations Unies n'est plus du tout ce que nous avons voulu, c'est-à-dire un Directoire diplomatique cherchant à régler les conflits. L'Assemblée des Nations Unies est une grande assemblée politique obéissant à toutes les passions d'une assemblée politique, dans laquelle il existe une majorité et une minorité, et une majorité qui est, permettez-moi de vous le dire, plus intransigeante que n'importe quelle majorité que j'aie connue dans mon propre Parlement, même lorsque je me trouvais dans l'opposition ; je ne parle pas, naturellement, de celle dont je faisais partie, mais cette situation est extrêmement grave et la question qui se pose aujourd'hui quand on parle des Nations Unies et du respect des principes de la Charte, est celle-ci : Est-ce que l'Organisation telle qu'elle a évolué, telle qu'elle s'est modifiée, est encore capable de remplir la double obligation que nous avions confiée aux Nations Unies à San Francisco ?

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

M. SPAAK (suite)

Le refus d'employer la force comme un moyen de politique internationale ; mais je place sur le même pied et avec la même importance la possibilité de régler les conflits suivant les principes du droit et de la justice, car si l'effort que nous avons accompli à San Francisco a simplement abouti à enlever ce qui était jadis le moyen que les peuples employaient pour résoudre leurs conflits, mais qu'il n'a remplacé ce moyen par rien du tout, il est clair qu'on va à un chaos qui ne pourra pas subsister parce que, je crois que les grandes nations et peut-être même les petites, quand je pense à Israël, accepteront difficilement de voir leurs droits constamment liés, de se voir provoquées pendant des années et des années par d'autres nations et de se sentir absolument incapables de réagir et d'obtenir que leur situation soit non seulement jugée sainement mais même examinée. En réalité, à mon avis, et c'est grave, l'Assemblée des Nations Unies n'est capable que d'empêcher, et encore dans une certaine mesure - nous l'avons vu - par sa partialité, par la partialité qu'elle a montrée dans ces dernières semaines, n'est capable que d'empêcher dans une certaine mesure l'emploi de la guerre, mais elle paraît absolument incapable de faire quoi que ce soit d'autre. Or, on peut maintenant violer les traités, intervenir dans les affaires des autres, faire les commandos de la mort, boycotter économiquement un pays, violer un traité en empêchant les bateaux d'un pays de passer à travers une voie internationale sans que personne se sente ni la force ni le courage d'intervenir, et c'est quand on a poussé une nation ou une autre à bout par une longue série de provocations que les Nations Unies retrouvent leur force et disent : "Il n'y a qu'une seule chose que nous défendons, c'est l'emploi de la force sous la forme précise de la guerre ; vous pouvez encore l'employer sous des formes camouflées mais c'est seulement la guerre que nous défendons."

Je suis absolument convaincu que si nous laissons la situation se développer dans ce sens là les Nations Unies ne pourront pas subsister et je crois que la question commence à se poser dans beaucoup d'esprits : celle de savoir s'il y a encore un très grand intérêt à aller aux Nations Unies et à se trouver dans cette minorité qui est plus ou moins bien traitée par une majorité passionnée de pays dont, pour beaucoup, je me félicite qu'ils soient arrivés à l'indépendance, mais à qui - je regrette de la dire - je ne reconnaiss pas la compétence politique, la sagesse politique nécessaires pour devenir les maîtres du monde et encore plus pour faire régner la paix, suivant un certain nombre de principes, dénués de passion et dénués de partialité. Le spectacle auquel nous avons assisté a été un spectacle, à mes yeux, profondément déprimant de voir qu'il a été possible à l'URSS de se faire le champion des recommandations du respect des recommandations de l'Assemblée dans une partie du monde alors que pour les mêmes recommandations de cette même Assemblée - lorsqu'il s'agissait de recommandations qui l'intéressaient directement - elle disait de la façon la plus brutale : "Cela n'a aucune importance et je ne prendrai aucune de ces recommandations en considération."

**NATO CONFIDENTIAL**

**NATO SECRET**

**C-VR(56)70**

- 9 -

**M. SPAAK (suite)**

Moi, je ne pense pas, je le répète, qu'un pareil système puisse continuer à exister, à fonctionner, et qu'il soit possible d'établir sur une telle organisation la politique internationale et je crois que nous avons à songer à cela d'une manière très précise et que, sans prendre naturellement de position excessive qui serait peu sage, nous devons nous demander si nous voulons rester fidèles à cette idée qui, en principe, est évidemment une bonne idée - celle d'une association universelle dans laquelle la guerre est défendue et qui fait régner le droit - si nous restons fidèles à cette idée là nous devons nous demander sérieusement comment l'organisation doit être établie pour pouvoir remplir son rôle.

La dernière observation que je voudrais faire, toujours pour répondre à M. Lange, est aussi une observation sur le colonialisme. M. Pineau a dit à cet égard des choses que j'approuve et je crois que nous ne devons pas tomber dans une erreur qui me paraît à moi trop évidente: le colonialisme est aujourd'hui une arme dont certains pays se servent à tort ou à raison. Il paraît que c'est au nom de l'anti-colonialisme qu'il n'y avait pas moyen d'accepter les propositions des "18" après la Conférence de Londres et il paraît que proposer à un pays d'établir, pour une voie aussi importante que le Canal de Suez, un régime international, c'est une manifestation de colonialisme. Tout de même, il y a des limites qu'il est difficile d'accepter. Je voudrais bien savoir en quoi offrir une situation internationale à un problème est une manifestation de colonialisme et, dans tous les cas, moi j'avoue que je suis complètement désemparé. Alors que j'essaie de faire - et avec beaucoup d'autres - un effort pour intégrer les forces économiques de l'Europe, et que nous passons notre temps à chercher l'internationalisation de certains problèmes, je n'ai vraiment pas le sentiment d'obéir à des principes colonialistes quand, pour un problème aussi important que celui du Canal de Suez, j'offre une solution ou j'adhère à une solution qui est évidemment conforme à tout ce que j'essaie de faire pour mon propre pays. Je crois donc qu'il faut être même prudent et plutôt réagir contre cette expression de colonialisme qui sert aujourd'hui à justifier à peu près tout et qui permet à ceux qui croient pouvoir s'en servir de violer n'importe quel traité existant, comme par exemple le Traité de Constantinople de 1888 qui n'a, dans l'état actuel des choses, rien à faire avec le colonialisme. Et puis, je voudrais attirer l'attention de tous mes collègues sur ce qui me paraît tout de même un peu trop simple en s'imaginant que le colonialisme, même et si je parle de colonialisme, peut être supprimé du jour au lendemain. Je ne crois vraiment pas qu'une opposition comme celle-là soit une opposition qui soit favorable aux intérêts généraux de l'humanité et très certainement pas aux intérêts de certaines populations. Il ne suffit pas de dire "Nous voulons être indépendants", il faut aussi savoir ce que les peuples peuvent faire à certains moments avec leur indépendance. Je n'ai pas de honte à le dire, je pense très certainement à la position de la Belgique: je suis absolument convaincu que ce serait une erreur capitale, pas seulement pour la Belgique mais pour le Congo belge, si la Belgique demain disait: "J'octroie l'indépendance aux nègres du Congo, je leur demande de s'administrer eux-mêmes, et la Belgique quitte le Congo." Est-ce qu'il y a quelqu'un qui croit que les Congolais y trouveraient une amélioration quelconque de leur sort, que leur situation serait plus enviable et plus privilégiée si nous prenions une position comme celle-là ? Evidemment non.

- 9 -

**NATO CONFIDENTIAL**

M. SPAAK (suite)

Ce qui est vrai, c'est que, dans une certaine mesure, les hommes d'aujourd'hui sont les liquidateurs du XIXème siècle. Plus personne aujourd'hui ne croit que le colonialisme tel qu'il était conçu au XIXème siècle est encore une doctrine acceptable. Mais il y a un héritage qu'il faut liquider, qu'il faut liquider au mieux des intérêts généraux de l'humanité et au mieux des intérêts généraux de certains pays qui ont été jadis des colonies, auxquels nous pensons très sérieusement et très sincèrement qu'il faudra un jour donner l'autonomie politique et l'indépendance, mais auxquels aujourd'hui ce ne serait, je le répète, en aucune sorte un bénéfice que de les voir brusquement chargés de s'administrer eux-mêmes et de régler seuls les problèmes qui se posent. Ce qui est vrai pour le Congo est vrai pour d'autres pays, mais je ne suis pas chargé de prendre la défense de ces pays-là et d'exposer leurs problèmes. Je voudrais seulement que, au sein d'une organisation comme l'OTAN, ce mythe de l'anti-colonialisme, ou cette idée plus ou moins forte de l'anti-colonialisme, soit acceptée avec sagesse et avec raison et que l'on essaie, bien entendu, de nous aider à sortir des difficultés qui se présentent pour ceux qui sont les héritiers de XIXème siècle et d'une certaine politique, mais que l'on ne leur conseille pas de faire des actes qui seraient des actes peu sages et surtout que l'on ne pousse pas des pays qui ont déjà trop tendance à se servir de l'anti-colonialisme pour attaquer l'Occident à persévéérer dans cette position sans aucune mesure. En réalité, quand on réfléchit à tout ce qui s'est passé dans ces dernières semaines, on se rend compte que les idées politiques que nous avons sont bonnes ; mais quelquefois on constate avec un peu de déception que la façon dont nous appliquons nos idées est défectueuse. Je suis de plus en plus sûr que l'idée de l'Alliance Atlantique, de l'union des pays de l'Europe Occidentale, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Canada est une chose absolument essentielle. Je suis absolument convaincu que la tendance que nous essayons de donner à cette Alliance Atlantique depuis un an ou deux est une tendance exacte, et que c'est en lui étant fidèle que nous parviendrons à donner à notre Alliance son maximum. Mais je m'empresse de dire qu'il n'y a pas là de nécessité de changer notre Organisation. Ce n'est pas une question de texte d'un traité, c'est une question et uniquement une question de volonté politique. Ou bien on veut la chose et alors on est capable de la réaliser, ou bien la volonté que l'on met à la réaliser n'est pas à la mesure de l'idée théorique que l'on exprime, et alors ce n'est pas en modifiant les institutions qu'on arrivera à quoi que ce soit. Voilà, Messieurs, les quelques considérations que je voulais faire valoir dans ce débat général.

M. AVEROF-TOSSITSAS

Monsieur le Président, Dans ce débat général, après tout ce qui a été dit jusqu'à présent, je ne voudrais m'occuper que de certains points d'un intérêt plus vaste. Je voudrais tout d'abord faire quelques remarques sur certains aspects de la politique soviétique. Dans son brillant discours de ce matin, M. Lange a remarqué qu'il ne faut pas surestimer le potentiel économique des Soviets dans l'application de leur politique extérieure, car si l'on calculait ce qu'ils ont vraiment donné, il ne s'agirait que de bien peu. C'est parfaitement exact.

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET  
C-VR(56)70

- 11 -

M. AVEROF-TOSSITISAS (suite)

Cependant, il faut prendre toujours en considération qu'en promettant ils exercent une grande impression. La promesse qu'ils ont donnée aux Arabes d'envoyer des volontaires, qui n'a pas été réalisée, a pourtant eu ses effets auprès des Arabes. Lors de la visite de M. Chepilov chez nous à Athènes, il nous a donné des promesses de faire de la Grèce un paradis. Nous avons refusé d'accepter, mais nous nous sommes bien gardés de porter ça au public. Vous comprenez que même sans avoir donné, si le public avait entendu ces promesses, sans donner, l'influence était déjà là. Une autre remarque très générale que je voudrais vous faire.

Nous n'avons malheureusement aucune raison de croire que les Soviets ont changé leurs buts fondamentaux dans leur politique extérieure ; par conséquent, nous devons être en éveil. En éveil au point de vue militaire, en éveil au point de vue moral. Nous n'avons pas chez nous de très sérieuses inquiétudes quant au point de vue militaire à strictement parler. L'effort qui s'accomplit à travers l'organisation de l'OTAN est très considérable. Nous avons pourtant des inquiétudes au point de vue moral qui peuvent, indirectement d'ailleurs, saper le front militaire. Le front est tout d'abord sapé parce que le peuple, malheureusement, commence à discuter très sérieusement que l'évolution des armes atomiques ne rend plus aussi nécessaires les armées telles que nous les avons connues. D'autre part, notre front moral est affaibli chaque fois que des puissances occidentales agissent de manière à permettre à nos peuples de faire des comparaisons parallèles avec la conduite des Soviets. Nous devons garder le privilège des pays de la loi et de la liberté. Nous devons leur laisser le triste privilège de la négation de leurs libertés, c'est fondamental pour le moral de nos peuples. Enfin, notre front moral est sapé par la politique de charme bien connue dont je ne veux pas vous entretenir en détail. Le drame hongrois que notre petit pays n'a malheureusement pu aider que de quelques dons pour les réfugiés et de quelques bulletins de vote à l'Assemblée Générale des Nations Unies constitue un éveil. Dans les mois qui ont précédé la révolution hongroise, les visites de MM. Bougarianine et Khrouchtchev et quelques autres mesures soviétiques habiles et spectaculaires faisaient verser nos peuples doucement dans une quiétude de plus en plus dangereuse, alors que le potentiel militaire soviétique ne faisait que se renforcer. Nos peuples ont ouvert les yeux à présent grâce au drame hongrois mais ces réveils sont rarement de très longue durée.

Il faudra lutter sans doute, d'ici quelques mois, pour garder bien les yeux ouverts. Cependant, sur la pente où nous descendions, il y a un arrêt net et c'est déjà beaucoup. J'ajoute que, d'après nos informations, et je crois qu'elles sont bonnes, la crise hongroise serait loin de se terminer, même si le gouvernement Kadar parvenait à rétablir l'ordre. La secousse économique subie par la Hongrie a été à elle seule si grave qu'il paraît probable qu'elle donnera de toutes façons lieu à de nouvelles convulsions. La crise hongroise, vous le savez, a particulièrement inquiété la Yougoslavie. J'ai eu l'occasion de mesurer l'ampleur de cette inquiétude à Belgrade où le Premier Ministre et moi-même venons de nous rendre en visite sur l'invitation du Maréchal Tito.

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

- 11 -

**NATO CONFIDENTIAL**  
NATO SECRET  
C-VR(56)70M. AVEROF-TOSSITSAS (suite)

J'ai acquis, durant ces conversations, la nette impression que la Yougoslavie est absolument décidée à suivre une politique étrangère totalement indépendante, et que sur ce point son attitude envers l'Union Soviétique est tout à fait explicite. Les conversations menées d'autre part par une mission militaire hellénique qui se trouvait déjà depuis quelque temps à Belgrade nous ont démontré que les Yougoslaves sont toujours décidés à se défendre farouchement s'ils devaient être attaqués. J'estime qu'il serait de l'intérêt du Conseil de l'OTAN de donner un bref résumé de ce que nous avons entendu sur nos relations avec les autres pays satellites. Les rapports de la Yougoslavie avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie sont très bons; ils sont extrêmement tendus avec l'Albanie, ils sont mauvais avec la Bulgarie. D'autre part, vous le savez, le Gouvernement de Tito n'a aucune confiance dans le régime hongrois actuel. Enfin, nous avons bien eu l'impression que Belgrade, champion du communisme nationaliste, continue sa propagande dans ce sens chez les satellites. Je dois cependant ajouter que le communisme yougoslave me semble s'éloigner assez rapidement du marxisme intégral. Même sur le plan doctrinal ainsi un très grand nombre de kolkhozes concernant 80% de la terre ont déjà été liquidés, et les paysans ont maintenant le droit d'avoir dix hectares en pleine propriété, dont les produits sont librement vendus sur le marché. Pour ce qui est des relations gréco-yougoslaves, le Gouvernement de Belgrade nous a clairement montré qu'il désirait qu'elles soient aussi étroites que possible, ce qui correspond d'ailleurs, non seulement aux vues du Gouvernement hellénique, mais au sentiment profond de deux peuples qui ont toujours eu de l'amitié l'un pour l'autre. Nous avons assuré le Maréchal Tito de nos sentiments de sincère amitié et lui avons déclaré que nous sommes d'accord avec lui pour considérer le Pacte balkanique comme toujours en vigueur entre nos deux pays. Et puisque je suis sur ce sujet, je tiens à dire combien nous regrettons en Grèce que le Pacte balkanique demeure en sommeil en ce qui concerne nos rapports avec la Turquie. L'état d'esprit de notre population, causé par l'affaire de Chypre, est tel que nous ne voyons guère la possibilité de réactiver le Pacte balkanique sur le plan tripartite en ce moment. Peut-être pourra-t-on ajouter qu'il est sage de ne pas insister à le faire revivre d'une manière forcée, car tant que la question de Chypre, si on ne trouve pas une solution on ne pourrait exclure la pensée qu'un événement à conséquences exceptionnelles, comme par exemple l'arrestation de l'Archevêque Makarios, dans le passé, pourrait survenir et détruire définitivement l'édifice de l'Alliance Balkanique, tout au moins dans l'état actuel des choses il nous est permis de nourrir l'espoir qu'après la solution du problème qui nous préoccupe, le Pacte renaîtra comme une Alliance Balkanique tripartite. D'autre part, c'est avec une grande inquiétude que nous suivons l'évolution des événements en Egypte et dans les autres pays arabes. Le fonctionnement d'une des plus importantes voies internationales est en jeu, et la question de l'orientation sociale et politique de tout un monde jusqu'ici très conservateur est en jeu. Je tiens à souligner à ce propos que nos multiples contacts avec les peuples arabes nous ont laissé voir une évolution fondamentale, à laquelle on n'a peut-être pas attaché en Europe assez d'importance.

**NATO CONFIDENTIAL**  
NATO SECRET

**NATO CONFIDENTIAL**NATO SECRET  
C-VR(56)70

- 13 -

M. AVEROF-TOSSITSAS (Suite)

On croit, en général, dans nos pays qu'il suffit d'avoir pour soi un groupe de personnalités influentes, parfois même une seule personne, pour tenir les peuples arabes. C'était intégralement vrai dans le passé, ce l'est encore jusqu'à un certain point aujourd'hui, mais de moins en moins. Les gens, dans les pays arabes, commencent en effet à prendre conscience de leur individualité. L'opinion publique, qui n'existe point, existe aujourd'hui. L'expulsion du roi Farouk d'Egypte est une première illustration de cette nouvelle tendance, car elle a bien été le résultat d'un mouvement populaire et nous ferions bien, en Occident, de compter désormais avec cette opinion publique arabe qui devient une réalité. Quoi qu'il en soit, la Grèce a une raison spéciale de se préoccuper des événements d'Egypte, car, comme on le sait, nous avons là-bas une colonie florissante de plus de 100.000 âmes; il est inutile de dire que nos compatriotes d'Egypte subissent déjà, sur le plan économique, le contre-coup de la crise présente, bien que les relations entre Grecs et Egyptiens soient excellentes. En ce qui concerne les mesures que nous avons prises lors des derniers événements, je dois informer le Conseil, pour me borner à l'essentiel, que le lendemain de l'ultimatum allié les journaux communistes d'Athènes ont affirmé que l'ambassadeur soviétique, qui venait de demander à me voir, allait solliciter l'autorisation de survoler notre territoire par des avions russes chargés de porter secours aux Egyptiens. J'ai préféré, à la suite de cette information, prendre les devants et d'abord informer l'ambassadeur soviétique que nous considérions un tel survol comme inadmissible et que nous prendrions nos mesures en conséquence, allant, s'il le fallait, jusqu'à abattre les avions qui survoleraient notre pays. Il n'a plus été question de la chose depuis cette déclaration. Enfin, en ce qui concerne l'avenir, nous avons de sérieuses raisons de penser que le Gouvernement égyptien actuel, malgré son irritation contre quelques puissances de l'OTAN, depuis le Pacte de Bagdad et son exaspération actuelle, reste néanmoins encore méfiant des Soviets, quoique décidé à profiter au maximum de leurs erreurs. Nous ne manquons pas d'encourager cette méfiance qui est clairement, d'ailleurs, dans l'intérêt du peuple égyptien et de prodiguer au Caire nos conseils de modération. Mais il est évident qu'il faut abandonner pour le moment tout espoir que nous, et d'autres, ayons pu avoir de voir l'Egypte après qu'elle ait acquis sa pleine indépendance se lier d'une manière quelconque avec l'Occident sur le plan politique comme ses dirigeants affirmaient, avant le Pacte de Bagdad, qu'ils avaient l'intention de le faire. Nous pensons que les objectifs immédiats de l'Occident devraient être en premier lieu de pousser, par tous les moyens, à la paix entre les Arabes et Israël. Cette paix aura aussi l'avantage d'ôter à la Russie une partie de ses prétextes d'intervention dans le Proche-Orient; en second lieu, de consolider l'entente entre les pays arabes producteurs de pétrole et l'Occident; en troisième lieu, de tâcher de rendre aussi paisible que possible la politique d'indépendance qui est le maximum qu'on puisse attendre en ce moment de l'Egypte.

Je n'ai pas besoin de dire que la condition préalable d'une telle politique est, sans aucun doute possible, la fin des rivalités dans le Proche-Orient des grandes puissances occidentales.

- 13 -

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

**NATO CONFIDENTIAL**INFO SECRET  
C-VR(56)70M. AVEROF-TOSSITSAS (suite)

Les inquiétudes et les graves difficultés économiques que les récents événements du Proche-Orient ont causées à la Grèce, et sur lesquelles je ne veux point m'étendre, n'ont pas fait oublier à notre opinion publique et au Gouvernement le problème de Chypre, qui reste au centre de nos préoccupations. Je me réserve de faire un exposé de la question à un autre point de l'ordre du jour, à moins, bien entendu, qu'on ne désire discuter les questions plus détaillées des pays de l'Alliance à cette séance.

Mr. HANSEN

Mr. Chairman, I just want to make a few remarks. There is no doubt that the public in our countries is looking forward with the greatest interest to the results of this NATO meeting. The public is aware that NATO has been suffering from certain difficulties arising out of what has happened recently in the Middle East. On the other hand, the events in Hungary and in the whole of Eastern Europe have, I am sure, convinced many of those who were indifferent towards NATO of the vital significance of this Organization. The events in Eastern Europe, and especially in Hungary, have made a very deep impression also in my country. I agree with the points of view which have been put forward here today by my colleagues that this development, including the development in Poland, will have far-reaching significance for the future. We are steadily witnessing how the forces of liberty are germinating in the satellite countries and possibly even in the URSS. I think therefore, that Mr. Dulles was quite right in stressing this morning in his excellent speech that there is a basis for good hopes in the developments East of the iron curtain. I think this should be stressed, the forces of liberty once set in motion cannot be stopped in the long run. There are indications that the Soviets are losing the struggle for men's minds.

Mr. Selwyn Lloyd mentioned the question of future contacts between West and East and I think that these points of view were wise. It serves no useful purpose to put off contacts, on the contrary, we must maintain them. Denmark must not consider to withdraw its missions from Hungary or from any other country East of the iron curtain, that would, in our opinion be an unwise approach to the problem. It is unavoidable that there will be a temporary setback in cultural exchanges, but it should be temporary, temporary only, it is not the Soviet Union alone that benefits from these contacts. They have been working in both ways. While we must give appropriate consideration to public opinion in our countries, it would not be wise on our part to isolate ourselves and to risk being accused of creating our own iron curtain. In this connection I would like again to underline the considerations put forward by Mr. Selwyn Lloyd on this point. May I add that I am in agreement with Mr. Lange in his point of view that the Soviet machine is not likely to revert to Stalinism. On the other hand, we must foresee a lengthy period of higher tension and a renewed cold war climate between East and West. I further agree with Mr. Lange when he emphasises the importance of gaining the confidence of the peoples living in formerly dependent areas. I think that this point is a very important one to all of us.

**NATO CONFIDENTIAL**

**NATO CONFIDENTIAL**

C-VR(56)70

Mr. HANSEN (Contd.)

As far as the Middle East is concerned, I agree that this meeting should not stagnate in discussion on what has taken place. We must look ahead. On the other hand, during our discussion nobody has been concealing his point of view and rightly so. Nor have we in Denmark on our part concealed our disappointment of the British friends' action in the Middle East, and the public debate on this question we have, however, endeavoured not to indulge in such expressions of our political attitude that might hurt the warm friendship between us and these two countries which we hold in so high esteem. In considering how the whole problem of the Suez Canal is going to be solved, it would be very interesting if possible, to hear especially what the British Foreign Minister would be able to say about this question. I don't know whether the Foreign Secretary would be able to say something about it, it would be very interesting in listening to it. Is it possible, for instance, to bring the Suez Canal Users Association into the picture directly or indirectly? Is it conceivable that this Organization, in co-operation with the United Nations for instance, could be used in the reconsideration of this important question? The re-opening of the Suez Canal is of paramount importance to all of us and not least to the countries vitally dependent on oil supplies. To sum up I would like to stress that the importance of NATO has been emphasised and that its purpose is now much clearer to the populations of our countries.

The developments we have been witnessing in Eastern Europe have shown that Western unity is a pre-requisite for the survival and the future existence of the Western democracy. As Mr. Dulles so ably expressed himself this morning we must take the offensive in the moral field and make it clear that we will firmly maintain our vigilance and military strength in our common defence. Thank you Mr. Chairman.

Mr. LUNS

Mr. Chairman, the situation brought about by the events of the last month present various aspects. First, increased political tension between Russia and the world, especially Europe. When I say tension, I refer especially to the revulsion felt by the population of our free countries when Russian military might brutally repressed the Hungarian people's struggle for freedom. As Mr. Lange has rightly pointed out, this general indignation has shattered the efforts of the Soviets to lure us into relaxing our vigilance by their so-called peaceful co-existence approach, by their slogans on the desirability of increased cultural exchanges and by their propaganda saying that destalinisation might mean some measure of democratisation. Insofar as these illusions have been shattered, it would seem to us that it is a rather welcome development. For a long time to come, Mr. Chairman, our public opinion will be immune to endeavours by the Soviets to undermine our common determination to stand united and our efforts to maintain and strengthen a firm military shield of defence. This is all to the good. I will not dwell further on this aspect of the international situation because of the fact that we all of us, as the statements of previous speakers bear out, we all see eye to eye on it.

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

**NATO CONFIDENTIAL**REF ID: A6570  
C-VR(56)70Mr. LUNS (Contd.)

The second development, which is of a graver nature, is the increased tension between the western world and the so-called uncommitted nations of Asia and Africa. We deplore this development and we do think that we Western powers should do our best to bridge the gulf and to improve our relations with these nations. It would indeed be a disaster of the first magnitude were these countries to move more and more into the Soviet orbit away from the West, away from its ideals. There are various ways to proceed in this respect. My Government remains firmly convinced that by far the best way is increased technical assistance on a multi-lateral basis. Sad experience with some of these newly-independent nations like, for instance, the repudiation by Indonesia of all its international agreements with my country or the deplorable behaviour during these last years of the Egyptian Dictator, should not deflect us and should not tempt us to abandon the right concept of this necessary assistance in the technical and economic field. Because we are convinced that the widespread misery, illiteracy and the cultural vacuum prevailing in so many of the Afro-Asiatic newly-independent countries form the fertile soil out of which these anti-Western actions and sentiments blossom. I believe, Mr. Chairman, these things to be so important that, with your leave, I should like to go a little behind the day-to-day facts and to look at some fundamental issues. There are today two notions which create great confusion in men's minds and have grave consequences. The first is sovereignty. The second is colonialism to which Mr. Pineau and Mr. Spaak have so eloquently referred. I should like to say a few words about each.

Sovereignty: New independent nations set great store by it. They are understandably jealous of it, but they are not merely afraid of seeing it diminished. They have an inexact and, in fact, gravely exaggerated conception of what it really means. They believe that there can be such a thing as absolute sovereignty. That is a dangerous fallacy. There is not, there cannot be such a thing as absolute sovereignty, and the sooner a man like Col. Nasser understands this, the better for Egypt and for all of us. There always are limits to sovereignty. Limits of facts such as the mere fact that you have neighbours which limit your freedom of action, and limits of a legal nature such as Treaties. Now the misconception is that many new countries think that to accept a limitation of your sovereignty is to destroy that sovereignty. That, of course, is quite untrue. France, Britain, in fact all of us, we have not ceased to be sovereign countries when we admitted American, British or Canadian troops on our territory. Similarly, Egypt can concur in accepting a highly internationalised régime for the Suez Canal without creating either a subservient state or ceasing to be a sovereign country. Think, for instance, of the Statute of the Rhine. That is only one example out of many showing that an international waterway can be given a large extent of international control without damaging in any way the sovereignty of any repairing state. We should, I think, all of us try to correct what you may call the hypertrophy of the notion of sovereignty, for it is a harmful notion which prevents sober judgment from prevailing.

**NATO CONFIDENTIAL**  
REF ID: A6570  
TO SECRET

**NATO CONFIDENTIAL**REF ID: A6520  
C-VR(56)70Mr. LUNS (Contd.)

Now, Mr. Chairman, colonialism: Anything that a coloured nation does not like about what a Western nation does is dubbed "colonialism". Anything. Nothing a communist nation does is ever called colonialism by a coloured nation. This may perhaps be a triumph of communist propaganda, but it harms good relations between us, the Western nations and the coloured nations.

Like the myths of absolute sovereignty, this myth should be exploded. The extraordinary thing is that the United States of America should champion anti-colonialism, and which by no stretch of imagination could be accused of not giving full weight to grievances of Asiatic countries against Western Europe, even when we are convinced they are idle and founded on exaggerations. Well, the United States of America are no more exempt from accusations of colonialism than the Western European nations.

Surely Turkey has rendered a signal service to the whole Western world at the famous Bandoeng Conference which exposed colonialism, or better colonialism of Russia and colloquially so-called colonialism.

But, Mr. Chairman, as I said before, notwithstanding the many difficulties, we must persist in trying to lay the basis for a new and better relationship with these countries. Technical assistance, political links, like those for instance, of the Baghdad Pact, and SEATO, cultural exchanges, they all are necessary. There is, however, one method of approach we feel will not have the desired effect, and might even lead to opposite results, and that is endeavours to overbid the Soviet Union in their policy of encouraging by every means the nationalistic and anti-European trends and feelings and politics of the countries concerned. I cannot give them a wholly exaggerated sense of importance and furthermore a sense of impunity with regard to whatever they may do.

Especially in the United Nations, one may witness these methods on the part of some countries to which we are linked by the common bonds of civilisation and ideals. The West is united in its policies as well as an approach aimed at overbidding the Soviet in Asia and the Middle East, and will, I greatly fear, result in a steady deterioration in our relations and understanding with that great and important part of the world, the uncommitted nations of Asia and Africa.

Well, Mr. Chairman, the more serious developments of these last weeks is, in our view, the rift in the Atlantic Alliance brought about by the Middle Eastern crisis. It could not serve any useful purpose to re-open discussions on the mistakes and omissions and misunderstandings responsible for this unfortunate state of affairs. We should not sacrifice the future to the past. Let us look forward and see to it that in the future no such rift will ever occur again.

Now, with regard to the merits of the British/French action, I feel that we would be well advised to bear in

**NATO CONFIDENTIAL**

Mr. LUNS (Contd.)

mind the fact that whatever may be said with respect to this action, about which we too have some misgivings, the motives of that action were not dishonourable in any way. Britain and France, no matter what Mr. Bulganin may say to the contrary, Britain and France acted under great provocation. They did not seek territorial aggrandissement. They did not want to impair Egyptian independence, nor did they aim at reducing the Egyptian Government to a status of dependency. In other words, the contrast with what Russia did in Hungary is glaring, Mr. Chairman. Having said this I may add one word about the United Nations' action.

Mr. Dulles has rightly congratulated the British and French Governments for having abided by the resolutions of the Assembly and for having undertaken to withdraw the troops from the Canal Zone. But these two countries have a right to expect that the United Nations, whose failure to solve any of the problems which are besetting the Middle East during these last years, has partly brought about the present state of affairs. I repeat, the two governments as well as the whole Western Alliance have a right to expect that the United Nations during the time that the United Nations' forces are in Egypt seek and bring about a solution of the three basic problems which are responsible for the continuing state of unrest in that part of the world. The tension between Israel and its neighbours, the problem of the Arab refugees and the question of the Suez Canal. In other words the United Nations have the duty now that for once they are in a position of strength to take advantage of it and cure not only the symptoms but the illness itself. Should the organization fail in this duty and should in fact the departure of the United Nations' forces from the Canal Zone result in a return to the status quo ante then, Mr. Chairman, not only the cause of justice will have suffered a severe defeat but the United Nations themselves will have again diminished their prestige and will have again to write one more failure in their record. I will not go into the actual disappointing state of affairs in the world organization. No better analysis could have been given than by my eloquent colleague from Belgium and I cannot but fully agree with Mr. Spaak's indictment and the realistic appraisal of how the high ideals which animated the architects of the Charter at San Francisco have been perverted.

Finally, Mr. Chairman, a few words about NATO itself. The Netherlands Government continue to consider NATO the key organization for the defence and the maintenance of all that is implied in the term "the free Western world". Secondly, two preliminary conditions, however, must be fulfilled if the effectiveness of NATO is to be increased. Firstly, an unrelenting and undiminishing military effort and secondly, a better co-ordination of the policies of all partners. Recent developments have not only confirmed the consistent Netherlands thesis that NATO does not need to be apologetic about its military effort of the past year, resulting in the establishment of a reasonably effective deterrent. Greater military strength of the West remains de conditio sine qua non for each move in the political field.

**NATO CONFIDENTIAL**~~CONFIDENTIAL~~  
C-VR(56)70Mr. LUNS (Contd.)

History of the past weeks has taught us anew the sad lesson that negotiating from a position of strength is the only way to deal with the Soviet and also, for such is their nature, the Afro-Asiatics - a position, however, which is wholly consistent with all the tactical flexibility that is also needed. And in this connection I do not only think of the absolute necessity from the military as well as from the political and psychological point of view of maintaining the same level of United States, Canadian and British forces now stationed in the European Continent, but also of a loyal and positive implementation and discharge by each of us of the burdens and duties imposed by the Treaty. Discussions on the appraisal as well as the financial and economic difficulties confronting many of us may to our mind not result in a weakening of the strength of the whole of NATO. Let us not use the need for re-assessing the ways and means of our military effort as a pretext for avoiding the responsibilities undertaken in virtue of the Treaty. Now, Mr. Chairman, in the field of non-military co-operation we have before us the excellent report of what is called, and rightly called I think, the three wise men, which will be dealt with in due time one of these days. One fact, however, has come during the past months as a shock to all of us and I have already referred to it and I repeat it, namely the fact that in a crucial moment of the Western world, the so often advocated, and accepted principle of political co-operation within NATO has not been observed. The indispensable unity of the Western world already in itself, especially in the United Nations a minority in comparison with the Soviet Satellite bloc and the Afro-Asiatic orbit - not talking now of the Latin-American group. That indefendable unity was definitely put at stake before the whole world, thus offering Soviet Russia the one coveted opportunity of jumping in. I therefore would like to stress here and now, the fact that no report neither from the three wise men, nor from the whole Council will have any result whatsoever unless all partners are firmly determined to translate their intentions and the recommendations into the practice of every-day political life. It is, Mr. Chairman, it is that determination which counts much more than any organizational perfection. If, Mr. Chairman, our present frank exchange of views and our further deliberations will bring about a strengthening of a political cohesion, a deepening of our solidarity and a stronger awareness of our interdependence than we may perhaps, in later years, look back at the present moment as a sort of turning point in our endeavours to establish a better and more peaceful world. Thank you.

M. CUNHA

M. le Président, je vous ferai un exposé aussi bref que possible.

Nous avons devant nous, en tant que nations OTAN, des problèmes généraux d'occasion et des problèmes généraux permanents, bien plus, aussi les uns que les autres ont une portée permanente. Par rapport aux premiers, les problèmes que j'appelle d'occasion, je ne me réfèrerai qu'aux événements qui se rapportent à la crise de Suez. Je dois vous souligner

**NATO CONFIDENTIAL**

M. CUNHA (suite)

qu'il n'est pas du tout dans mon intention de tâcher de discriminer s'il y a des fautes, s'il y a des responsabilités, cela a je crois pour nous une importance moindre, ce qu'il faut mettre en lumière c'est qu'on a créé une situation extrêmement grave surtout parce qu'on a donné au monde, et on a donné à l'intérieur de nos pays, à nos opinions publiques, l'idée qu'il y avait une division entre nous, au moins entre certaines des nations, même des plus importantes de l'Alliance Atlantique. Cette division, comme M. Spaak l'a souligné tout à l'heure, est d'une gravité extrême. Alors en regardant l'avenir, et pas en regardant le passé, ce que je veux établir avec le plus de netteté possible, c'est le besoin d'établir les formules, les définitions, les mécanismes, tout ce qu'il faudra pour éviter la répétition dans l'avenir des situations comme celles qui ont eu lieu dans ces derniers mois; parce que vraiment il y a pour le monde occidental tellement de danger. Je crois même, que de mois en mois, les dangers se sont accrus et qu'il n'y a pas du tout une diminution de danger, je crois qu'il faut préserver comme quelque chose de sacré une union très ferme entre les nations de l'Occident qui sont représentées autour de cette table.

Naturellement, on aura à d'autres points de notre ordre du jour, l'occasion d'étudier des différents moyens, notamment des moyens qui ont été proposés d'une façon très sage par l'excellent Rapport du Comité des Trois Ministres, et nous aurons l'occasion d'établir ces mécanismes qui pourront garantir l'impossibilité de répéter la situation de division qui a eu lieu dernièrement. Mais, dès ce moment, je veux me rallier à ceux qui m'ont précédé et qui ont dit que, outre les formules, les définitions, les mécanismes, il faut surtout un esprit d'unité, une volonté d'action commune, et je crois que le moyen le plus adroit pour y arriver, c'est, outre un problème de forum intérieur, la franchise d'éclaircir les problèmes, de parler sur les choses, d'étudier les difficultés autour de cette table.

Par rapport aux problèmes permanents je profiterai de deux formules que M. Dulles a adoptées à la séance de ce matin : d'un côté offensive morale, d'un autre côté défensive militaire.

Défensive militaire, encore une fois, en étant vrai que les dangers, notamment les dangers d'ordre militaire, n'ont été jamais moins forts qu'ils sont aujourd'hui, il faut se rappeler notamment que la grande représaille des armes thermo-nucléaires est du côté russe naturellement par différentes raisons que les militaires connaissent très bien, une grande, pas tellement poussée, pas tellement forte, qu'elle l'a été il y a quelques années. Je crois qu'il faut s'acharner à maintenir et à développer s'il est possible, les potentiels militaires de notre Organisation en sachant qu'il s'agit de la défense militaire, mais d'une défense qui sera le seul moyen d'éviter des maux pires que les maux qui sont déjà maintenant dans ce monde.

Par rapport à une offensive morale, mais sans doute il faudra savoir du côté de l'Occident, du côté des nations de l'Occident, préserver toujours le respect du droit des transits, des conventions, en tout cas je crois qu'il y a de la sagesse à certaines remarques réalistes que M. Pineau a faites ce matin, et qui peuvent être considérées à la lumière de cette très ancienne formule des Romains : *Summum jus, summa injuria* - "l'exagération du droit, de la lettre du droit, produit du tort mais ne produit pas du droit".

**NATO CONFIDENTIAL**NATO SECRET  
C-VR(56)70

- 21 -

H. CUNHA (suite)

Mais par rapport à ce qui a été dit à ce sujet, je me rallie aussi aux observations de M. Spaak au sujet des possibilités que l'Organisation des Nations Unies présente pour résoudre les problèmes du monde à cette heure que nous vivons.

J'ai été moi aussi, pendant quinze jours, à l'Assemblée des Nations Unies; j'ai souffert les souffrances de M. Spaak et j'ai bien conscience que l'Assemblée des Nations Unies - et ce sont vraiment les événements des derniers mois qui ont montré qu'il y a un déplacement du centre de gravité à l'ONU du Conseil de Sécurité pour l'Assemblée générale. A l'Assemblée générale, mais ce ne sont pas les mérites des problèmes, ce n'est pas l'étude sérieuse des questions, ce ne sont pas les intérêts vrais qui sont en cause qui décident. Ce qui décide, ce sont des facteurs purement extérieurs, des considérations de politique générale et très souvent, je l'ai vu, des considérations de très basse politique. Il y a des groupes qui sont déjà établis et qui sont disposés à voter pour la même question "Oui" s'il s'agit de la nation "A", et pour la même question à voter "Non" s'il s'agit de la nation "B", parce qu'il y a des problèmes de passion qui sont en cause. D'ailleurs il faut savoir, comme M. Spaak l'a dit, que l'Assemblée n'était pas envisagée pour être l'organe qui pourrait en toute conscience résoudre les vrais problèmes du monde, et arriver à faire l'application vraie du droit en substitution de la force, parce que c'est une Assemblée où il n'y a pas de divisions régionales, où toutes les nations, même les nations qui ne connaissent pas du tout sur la mappemonde mondiale l'endroit où se trouve d'autres nations, ont le même droit de vote et où alors, en votant en sachant que rien n'arrive, au point de vue intérêt direct, si l'on réussit mal la chose, mais on "agit" par amitié, par volonté d'être agréable ou désagréable, pour avoir la voix d'une certaine puissance, pour l'élection d'un certain membre dans l'Organisme, etc. Il faut savoir que c'est une organisation qui est là établie d'une telle façon, que nous ne pouvons pas avoir un espoir très fondé que ce sera cette organisation telle qu'elle fonctionne maintenant, qui pourra résoudre les grands problèmes du monde en appliquant le droit et la justice, en maintenant la paix avec le droit et la justice; mais au contraire, il y aura toujours des décisions purement démagogiques avec des tendances suggestives qui enlèvent toute valeur à ce que nous voulons poursuivre. Naturellement, c'est un problème qu'il n'est pas dans nos moyens de résoudre, le problème d'une refonte de l'Organisme des Nations Unies. Tout de même, il faut se rendre compte d'une façon réaliste de cette situation, et alors en extraire une leçon pour le NATO. Et c'est justement ici où il y a une homogénéité d'intérêts autour des mêmes problèmes, où il y a une façon consciente d'étudier des problèmes que l'on connaît parce que justement on les vit, parce que ces problèmes-là sont tout à fait dans notre chair, c'est de profiter de l'OTAN pour, outre les problèmes de défense militaire, ou les problèmes d'offensive morale, de tâcher notamment, à travers une très large et franche consultation politique, d'établir des solutions. Il y a des problèmes très graves pour le monde, dans lesquels, si les nations d'Occident qui sont autour de cette table ont la possibilité d'étudier et de trancher ici, qui sont déjà tranchées pour le monde, et on évitera alors les incidences et les événements, peut-être moins heureux et moins conscients, qui peuvent venir des décisions démagogiques de l'Assemblée des Nations Unies.

- 21 -

**NATO CONFIDENTIAL**

M. CUNHA (suite)

Je veux, moi aussi, de mon côté, ajouter un mot à ce qui a été dit au sujet du colonialisme. Je vous rappelle que par coïncidence, c'est aujourd'hui, pour la première fois, que les Nations de l'OTAN, dans le Conseil de l'Atlantique Nord, se sont occupées un tout petit peu du colonialisme. J'ai été ici depuis 1950; je me rappelle qu'une fois, quand on a causé de la Conférence de Bandoeng, j'ai parlé un peu longuement du côté Afrique de la Conférence de Bandoeng. Mais le problème direct du colonialisme n'a pas été encore évoqué ici. Et alors il faut savoir que le Conseil de l'OTAN ne s'est jamais décidé à étudier les méfaits du mauvais colonialisme et les vertus du bon colonialisme - parce qu'il y en a aussi, je vous assure.

Notre collègue, M. Lange, s'est référé à un mythe: peut-être qu'il y aurait au monde - je n'y crois pas - peut-être on pourrait croire que l'OTAN serait quelque chose favorable au colonialisme. Je ne crois pas à ce mythe et je crois que cette abstention de se référer à cette formule extrêmement dangereuse, extrêmement vague du colonialisme qu'on a maintenue jusqu'ici, qu'il faudrait tant qu'il est possible, maintenir cette pratique au sein de l'OTAN.

Il faut savoir, non pas seulement que le colonialisme est une formule pleine de sens et qui se prête toujours, dans les mains de nos adversaires, non pas seulement les adversaires du Bloc communiste, mais d'autres adversaires de l'Occident, qu'il y a maintenant au monde des attaques successives; mais encore il faut savoir que par rapport à plusieurs d'entre nous qui ont des territoires d'Outre-Mer, soit qu'ils ont des colonies, soit qu'ils ne sont pas des territoires d'Outre-Mer où il y a des populations de couleur, une position quelconque de l'OTAN qui serait aussi dans le même sens, cette affreuse marée anti-colonialiste qu'on entend toujours à propos de tout et de rien, à l'Assemblée des Nations Unies, je crois que cela ce serait un mauvais service qu'on ferait à l'Organisation de l'Atlantique Nord, à un moment justement où il faut raffermir nos liens et établir une unité le plus possible forte et vivante.

Pour terminer, M. le Président, encore une fois je dirai en synthèse, qu'à ce moment qui est naturellement grave, où on a déjà fait beaucoup pour affaiblir notre Organisation, mais où il faut reconnaître que jamais il n'y a eu plus besoin d'avoir cette Organisation ferme et florissante, il faut savoir émettre des vœux d'action commune et d'unité, d'une telle façon, non pas seulement par les mots, non pas seulement par les communiqués, mais par les réalités qui s'ensuivront, à travers les travaux du Conseil de l'Atlantique, qui donnent au monde et à nos opinions publiques, la certitude que l'OTAN est forte et est une Organisation à laquelle il faut porter les espérances les plus importantes des Nations libres de notre Occident.

Merci, M. le Président.

M. MARTINO:

May I now ask the Turkish Representative to speak on the problem of the Middle East.

**NATO CONFIDENTIAL**NATO SECRET  
C-VR(56)70Mr. MENDERES

Mr. Chairman, I am deeply satisfied of having this opportunity to explain the views of the Turkish Government with regard to the Middle East and Syria which lately are showing signs of grave danger. If we undertook to prepare a memorandum on this subject this should not be attributed to our having some worries on a selfish basis because we are situated in the Middle East. I would be grateful if you would accept our undertaking as a result of the sincere and deep interest which we have carried since the day of our adhesion to NATO for defending the common interest of the Atlantic community and the world peace.

Now I would like to submit to the Council certain observations in order to introduce and to comment upon our memorandum which deals with the Middle Eastern situation and especially with Syria. I have been greatly assisted in this task by the draft directorate to the NATO military authorities from the North Atlantic Council where it is said that although NATO defence planning is limited to the defence of the Treaty area, it is necessary to take account of dangers which may arise for NATO because of the development outside that area and the brilliant report of the Committee of Three Ministers which will be studied later in our meetings. This report lays down in the most sensible and appropriate manner the principle that NATO should not lose sight of the fact that the influence and interest of its members are not confined to the Treaty area and that events outside this zone may greatly affect the common interest of the Atlantic community. In addition, I would like to stress that Russia rather than causing a general war is concentrating all her efforts in order to create local disturbances in specific regions. The Middle East is at present the focal point of this subversive effort and that is where the real danger lies. Nevertheless it is an area, par excellence, with which NATO should be concerned as closely as possible. In fact, this region is of vital interest for our Alliance because of the fact that it is contiguous to the south eastern frontiers of the NATO area and that it constitutes one of the most important accesses to the Mediterranean and Africa. The interruption of the supply of oil from the Middle East has been an edifying experience, bringing into light the paramount importance of this region for NATO. I have allowed myself to repeat these proofs which I am sure are recognised by all in order to draw the following conclusions. If the Middle East has such a vital importance to NATO, related problems, notably the serious question of Russian penetration into the region should become the object of not only a detailed study but also and especially, of discussions designed to result in principles of action which should be carefully applied by each one of us. I cannot stop myself from referring once more to the report of the Committee of Three Ministers where it so rightly said that effective and constructive international co-operation requires a resolve to work together for the solution of common problems; that collective discussions is not an end in itself but a means to the end of harmonising policies and that where common interests of the Atlantic community are at stake, consultation should always seek to arrive at a timely agreement.

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

**NATO CONFIDENTIAL**NATO SECRET  
C-VR(56)70Mr. MENDERES (Contd.)

on common lines of policy and action. I would like to insist on the phrase "the common interests of the Atlantic community", for by attracting the Council's attention to Russian penetration in the Middle East, I believe I am performing a duty not only in the interests of my country but just as much in the interests of all the members of our Alliance. At the present time Russia has acquired the possibility of having a say in the Middle Eastern questions which goes well beyond her prerogatives as a member of the United Nations and as a permanent member of the Security Council. In fact, she interferes and threatens to interfere more and more in the Middle Eastern question; takes root in the countries of this region and far from being asked what she is doing there, she even made herself invited by acolytes which she has found on the spot. In the memorandum which we have submitted to the Council, while confining ourselves specifically on the case of Syria, we have not failed to underline the fact that this country does not constitute a case by itself and that of Afghanistan, Egypt and probably Jordan should be kept in mind. We are therefore confronted with a Russian grip in the Middle East. This puts us face to face with the following dilemma. Are we, through concern of avoiding troubles, going to admit that this is an inevitable sequence or, standing up to our responsibilities, are we going to take the necessary steps? This dilemma gives us two more. Would the difficulties which we might have to face were we to oppose Russia today, be more serious than those which await us on the day when Russia shall be more solidly entrenched in the Middle East? On the other hand, do we not provide Russia with new means of entry into this region by recoiling before the necessity for immediate action? To approach these problems in a manner requiring the least effort, would I believe, be an admission of our failure from the offset. It is on account of our conviction, of the necessity of not adopting such a line of action that we have not hesitated to put forward, in the concluding passage of our memorandum, a number of proposals aimed at confronting us with the realities. Mr. Chairman, may I be allowed to make some brief comments on these proposals? We have mentioned the Baghdad Pact under the heading of "short term measures" as well as under that of "long term measures" in our memorandum. We have done so because we consider this Pact is a unique and indispensable instrument of peace, security, stability and prosperity in the Middle East. Those who agree with the indispensable character of NATO for the maintenance of the peace, security and prosperity of the Atlantic community should normally and logically think the same about the Baghdad Pact. Allow me to point out right away that in addition to its important aspect which I have already analysed, the Baghdad Pact offers the best means for the association of the East with the West. Experience has shown that it is not possible to realise this rapprochement by means of bilateral relations for they give rise to distrust and rivalries. In consequence it is in a larger framework in which countries of the region are brought together willingly and on an equal footing that a trustworthy co-operation with the participation of certain Western countries can be realised. The necessity of reinforcing the Baghdad Pact is more appreciated by our allies

**NATO CONFIDENTIAL**

NATO SECRET

**Mr. MENDERES (Contd.)**

each day. In this respect I would like to express the profound satisfaction of my country for the statement made by the United States Government to the effect that the United States has, from the inception of the Baghdad Pact, supported the Pact and the principles and objectives of collective security on which it is based. Through its own bilateral arrangement, with Pact members in the Middle East area and its active membership in certain of the Pact's Committees, the United States has revealed its readiness to assist in measure, to strengthen the security of those nations. The United States reaffirms its support for the collective efforts of these nations to maintain their independence. A threat to the territorial integrity or political independence of the members would be viewed by the United States with the utmost gravity. The persistence which Moscow and neutralists show in order to attack this Pact is the best proof of its usefulness to the well-defined interests of the community of free countries. Thus just as NATO, the value of the Baghdad Pact goes well beyond the frontiers of the Middle East. The two Pacts touch upon and are complementary to each other. This leads me to making a few remarks about the suggestion contained in our memorandum with regard to the necessity of ensuring an appropriate liaison between the two defensive systems. That is, I admit, a subject which requires a lot of careful thought but it deserves urgent study. All that I ask for the time being is that the Council decide to undertake this study. I will allow myself to express the following observations in the hope that they might be of some use during the study. I am convinced that this study could not have any fruitful result unless one keeps in mind this truth, namely, to bring about the interdependence between the two alliances. Far from implying additional risks for each one would mutually increase the efficiency. On the other hand, I believe that if we are to approach the problem from a merely legalistic point of view, leaving aside the logical circumstances, we would reach only sterile formulae. If we study in the light of what I have said about the other two suggestions contained in our memorandum, namely an appropriate reference to the situation in the Middle East in the final communiqué and the study by the military authorities of NATO regarding the implications of the situation in the regions or with the Atlantic defence, the necessity of giving them a favourable conclusion becomes evident. These are, Mr. Chairman, the few ideas that I want to submit for the appraisal of the Council as an introduction to our memorandum.

In conclusion, I would like to emphasise the fact that my Government has always resisted emotionalism vis-à-vis the events of the Middle East. Some malicious news was diffused from Russo-Egyptian sources with a view to endangering the belief that Turkey was about to indulge in rashness. Needless to say, we have never envisaged anything of this sort. Besides, the haste with which we have informed the Council of the situation should be considered as a proof of our determination to act always in conformity with the objectives and interests of NATO.

Mr. MENDERES (Contd.)

I terminate here my statement on the Middle East. I feel obliged, however, to mention another subject which is not strictly connected with the Middle East but is very important for the solidarity of NATO. The Greek Foreign Minister and my personal friend, Mr. Averof, mentioned the Cyprus problem as on many other occasions, though it has no relevance to the subjects with which we deal today. Mr. Chairman, I am sure you will allow me to say some words on this matter. The Cyprus question was taken to the United Nations by the Greek Government. They certainly hope thereby to resolve the problem there. Therefore we cannot help believing that his purpose by mentioning this problem here is at least partly propaganda; or does he mean by his statement that his intention is to have the question settled by NATO? I should be very obliged to him if he would kindly clarify this point. Mr. Averof has also mentioned the Balkan Pact. If I have not misinterpreted his words, he meant that this Pact would remain valid between the two countries and conserve its vitality. If this Pact is to include only Yugoslavia and Greece, then it is no more the Balkan Pact which we all know and that Pact becomes quite a different one. In the communiqué which was issued after the meeting at Belgrade it was mentioned that the purpose was to strengthen again the Pact. I think it would be necessary for my friend, Mr. Averof, to reconcile his present statement with what was said in the Belgrade communiqué on that subject.

M. AVEROF-TOSSITSAS

M. le Président. Comme ce débat était un débat général, j'ai déclaré que je me suis réservé de traiter la question de Chypre, question qui n'est pas sans importance pour notre Alliance, dans un autre point de l'ordre du jour du Conseil. Si cependant, le Conseil désire que je réponde à mon ami M. Mendérès, je suis prêt à le faire.

Mr. MARTINO

That depends on you, Mr. Averof ....

Mr. AVEROF-TOSSITSAS

I just said, Mr. President, that it is a general debate but if you think that I can plead a special request, I gladly do it.

Mr. MARTINO

I believe that since it is already half past five and we have been sitting here for two hours listening to many interesting statements, we had better adjourn until tomorrow at half past ten in the morning. My colleagues agree. Then at half past ten tomorrow morning in this same room and with the same number of advisers.